



NOTRE TERRE SANS PÉTROLE



Contact@notreterresanspetrole.com



+243 994 862 267



<https://notreterresanspetrole.com>

NTSP, Communiqué de Presse n° 003/NTSP/04/2025

Inondations à Kinshasa : une catastrophe évitable, une gestion à repenser

Face aux inondations dévastatrices qui ont frappé Kinshasa le week-end du 05 au 06 Avril 2025, la coalition Notre Terre Sans Pétrole composée d'organisations de la société civile environnementale, d'activistes écologistes, de défenseurs des droits humains et de la justice sociale exprime sa profonde solidarité avec les familles sinistrées et l'ensemble de la population kinoise. Le gouvernement est appelé à agir sans délai, de manière structurée et durable.

Aujourd'hui, le gouvernement doit prendre au sérieux la menace que représente le changement climatique, en reconnaissant son impact profond sur la nation et sa population. Les efforts doivent viser à renforcer la résilience des communautés, et non à compromettre la jouissance de leurs droits les plus fondamentaux. Les projets du gouvernement visant à développer le secteur pétrolier et gazier vont à l'encontre de cet objectif, car ils renforcent la dépendance aux combustibles fossiles, accélèrent la dégradation de l'environnement et détournent les ressources des solutions durables centrées sur les communautés. Une telle voie ne fait qu'aggraver la crise climatique et expose les populations les plus vulnérables de notre pays à davantage de risques, d'inégalités et de déplacements.

Les inondations meurtrières que connaît régulièrement notre capitale ne sont ni naturelles, ni inévitables. Elles sont le résultat direct de l'urbanisation désordonnée, du manque de planification, de la déforestation urbaine, de la mauvaise gestion des déchets, et de l'inaction chronique des autorités face à des menaces connues. Elles révèlent une crise à la fois environnementale, climatique, sociale et politique.

Les constructions illégales dans les zones inondables, les routes dépourvues de systèmes de drainage, la suppression des zones humides et la bétonisation sans plan global ont rendu les sols imperméables. L'eau ne peut plus s'infiltrer, ruisselle brutalement, gonfle les rivières et provoque des crues dévastatrices. Le manque d'entretien des cours d'eau, souvent obstrués par des déchets plastiques, aggrave cette situation.

La déforestation, le remplissage désordonné des caniveaux, l'implantation d'habitations dans des zones non viabilisées, et l'absence de mesures de reboisement contribuent à la fragilité de notre écosystème urbain. En parallèle, les phénomènes climatiques extrêmes se multiplient, alimentés par un réchauffement climatique global dont les pays industrialisés sont largement responsables.

La RDC, bien que peu émettrice de gaz à effet de serre, en subit de plein fouet les conséquences. Les pays du Sud paient le prix d'une crise climatique provoquée ailleurs. Chaque crue, chaque mort, chaque quartier détruit est aussi un symptôme de cette injustice climatique mondiale.

Nous exigeons du gouvernement congolais les mesures suivantes :

- L'arrêt immédiat de toute tentative d'expansion du secteur pétrolier dans les zones sensibles (tourbières, forêts primaires, bassins hydrologiques), avec une demande claire de transparence sur les plans du gouvernement concernant l'exploration fossile.
- L'adoption d'un plan national d'urgence climatique pour protéger les populations vulnérables et anticiper les catastrophes à venir.
- Adopter des politiques et des cadres législatifs favorisant l'investissement dans les énergies renouvelables (solaire, hydroélectricité propre), tout en lançant un programme de reboisement urbain ambitieux.
- La réhabilitation urgente des systèmes de drainage et l'aménagement structuré des bassins versants et de la ville de Kinshasa en général.
- Mettre en place de toute urgence un système de gestion des déchets performant, incluant le tri, la collecte et le recyclage des plastiques, tout en favorisant la création d'emplois locaux durables.
- Le relogement digne et sécurisé des familles sinistrées dans des zones aménagées et non exposées.
- L'ouverture d'enquêtes sur les pratiques de corruption urbanistique et la publication des résultats, afin d'en finir avec l'impunité.
- L'implication systématique des organisations écologiques et citoyennes dans toutes les décisions publiques touchant à l'environnement et à l'aménagement du territoire.

Nous appelons également la communauté internationale à cesser l'hypocrisie climatique. Le Sud ne peut pas continuer à porter seul le poids d'une crise provoquée par le Nord. Il est temps de financer massivement l'adaptation des villes africaines et de soutenir une transition énergétique juste qui tienne compte des réalités sociales, économiques et environnementales des pays vulnérables.

Kinshasa ne peut pas continuer à subir. Elle doit être repensée. La République Démocratique du Congo mérite un avenir digne, juste et résilient.

Fait à Kinshasa, le 16 avril 2025.

Notre Terre Sans Pétrole